

Les crédits

Les seuls emplois que le gouvernement crée sont des emplois qui résultent de l'expropriation de la richesse de quelqu'un d'autre. Reconnaissons-le. Si le gouvernement ne le reconnaît pas. . .

La présidente suppléante (Mme Maheu): Je regrette, mais je dois interrompre le député. Il est presque 17 heures.

[Français]

Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir: l'honorable député de Hochelaga—Maisonnette—Le Code canadien du travail; l'honorable député de Mégantic—Compton—Stanstead—Le déficit fédéral.

[Traduction]

M. Scott (Skeena): Madame la Présidente, je disais donc que le moment était venu pour le gouvernement de donner l'exemple, de modifier ses politiques et d'acquiescer à une vision, de développer un partenariat avec les entrepreneurs et les industriels canadiens, afin que nous puissions nous en sortir et que la petite entreprise ait la possibilité de faire ce qu'elle peut faire très bien si on lui en offre les moyens.

M. John Bryden (Hamilton—Wentworth): Madame la Présidente, je remercie beaucoup le député pour les propos qu'il a tenus, surtout ceux ayant trait aux subventions directes accordées aux entreprises.

Nous sommes nombreux à penser que ça donne rarement de très bons résultats, mais je souhaiterais que le député sache reconnaître les bons points de ce budget quand c'est le cas. Je lui ferai observer que le gouvernement actuel a annulé le projet d'accélérateur de particules KAON, évalué à 608 millions de dollars, un exemple typique de ce qui se passe quand on essaie de créer artificiellement des emplois, comme le député y a fait allusion.

J'aimerais qu'il se prononce là-dessus et qu'il me dise si, à son avis, le gouvernement a bien fait d'annuler le projet KAON.

M. Scott (Skeena): Madame la Présidente, je remercie le député de son intervention.

Je rappelle au député que KAON n'était pas une initiative de développement régional. Il s'agit plutôt d'un projet à caractère scientifique. Le député a demandé de souligner les bons points du budget quand c'est le cas. C'est bien le vœu qu'il a formulé.

Le nouveau gouvernement n'a certes pas été élu seulement pour mettre sur pied des programmes de subventions à l'industrie au Canada. Mais voilà que tout récemment on a annoncé que le gouvernement fédéral allait dégager un crédit à l'exportation de 100 millions de dollars—l'argent des contribuables—pour financer une nouvelle usine d'aluminium en Afrique du Sud. Cela en dit long! Le gouvernement actuel n'a pas encore compris qu'on n'agit pas de la sorte.

• (1700)

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Madame la Présidente, le député de Skeena parle des petites entreprises comme si les libéraux du pays n'en avaient jamais entendu parler. Je peux assurer au député que des milliers de libéraux dans le pays sont

des entrepreneurs et que des milliers d'entreprises appuient le Parti libéral.

Je crois que nous connaissons quelques-uns des problèmes qui assaillent les petites entreprises. Si le député de Skeena avait lu le budget un peu plus attentivement, il aurait remarqué que les petites entreprises y occupent une place importante et que nous tentons de faire beaucoup de choses pour leur faciliter un peu la vie.

Par exemple, nous allons élaborer ce que nous appelons un code de prêt à l'intention des banques, car les petites entreprises se plaignent bruyamment depuis des années de la façon dont les banques les traitent. Nous allons créer un fonds de capital-risque. Nous agrandissons les centres d'information dans tout le pays, car nous savons à quel point l'information est importante pour les petites entreprises qui ne sont pas très riches, comme le député l'a souligné, et qui n'ont pas les ressources nécessaires pour obtenir cette information elles-mêmes.

Nous allons agrandir un réseau de technologie, car la technologie est importante pour les petites entreprises. Nous allons élargir les paramètres de la Société pour l'expansion des exportations, car les exportations sont importantes pour le pays et pour les petites entreprises. Les petites entreprises peuvent faire beaucoup plus sur le chapitre des exportations. À l'heure actuelle, seulement 8 p. 100 des entreprises canadiennes se livrent aux exportations.

Nous avons donc reconnu quelques-uns des problèmes que doivent affronter les petites entreprises dans notre pays. Le budget reconnaît cela et, à mon avis, le Parti réformiste ne rend pas service à cette institution lorsqu'il semble ignorer délibérément ce qui était énoncé dans le budget.

M. Scott (Skeena): Madame la Présidente, je voudrais souligner que nous vivons bel et bien dans une démocratie. Les entrepreneurs qui appuient les libéraux ont le droit d'avoir tort.

Je voudrais également ajouter un mot à ce que le député a dit au sujet de l'élargissement de la Société pour l'expansion des exportations. C'est exactement de cela dont je parle; c'est la Société pour l'expansion des exportations qui a annoncé ce crédit d'emprunt de 100 millions de dollars canadiens pour la construction de la nouvelle fonderie d'aluminium en Afrique du Sud. Si c'est ce dont parle le député, madame la Présidente, j'ai terminé mon plaidoyer.

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Madame la Présidente, je voudrais poser une question très brève. Si j'ai bien entendu, mon collègue a dit, au début de son intervention, que les gouvernements ne créaient pas d'emplois. À mon avis, là où il voulait en venir, c'est que les entreprises qui respectent leurs conditions d'exploitation et qui font des bénéfices créent des emplois au Canada ou là où elles se trouvent.

J'accepte ce qu'il a dit et je pense avoir correctement interprété ses remarques. Mais mon collègue ne pense-t-il pas néanmoins que la volonté du gouvernement de participer à la création d'emplois pour les étudiants, par exemple, comme ce sera le cas l'été prochain et comme ça l'a été les années précédentes, est de sa part un noble effort en vue de les appuyer, surtout en période d'études?